

La guerre qui fit Franco

par Stéphane Michonneau

Longtemps marquée par le franquisme, l'histoire de la guerre d'Espagne se renouvelle aujourd'hui, nourrie par les expériences vécues. En mettant en évidence les dynamiques de fascisation et d'internationalisation, peut-on déplacer le regard vers un nouveau récit du conflit ?

À propos de : François Godicheau, Pierre Salmon, Mercedes Yusta, *La guerre d'Espagne. 1936-1939. La démocratie assassinée*, Paris, Tallandier, 2026, 480 p., 25, 50 € (ISBN : 9791021061279).

Dans un article récent paru dans *El País*, l'historien Julián Casanova résume la lecture portée aujourd'hui par un courant d'opinion révisionniste sur la guerre civile et le franquisme.

« Les mauvaises politiques de la Seconde République, ainsi que la haine et la violence de la gauche, ont été les principales causes de la guerre civile espagnole. Le général Franco et ses compagnons d'armes sont légitimement venus sauver la patrie en menant un soulèvement militaire. Ce qui s'ensuivit fut une folie collective, marquée par des crimes répréhensibles commis à parts égales par les deux camps en conflit. Tous ont perdu la guerre, tous ont été des victimes, et une fois les pires années de famine et de souffrance passées, Franco est devenu le grand modernisateur de l'Espagne au XXe siècle¹ ».

¹ Julián Casanova, «La guerra cultural española», *El País*, 17/07/2026.

À l'heure où des maisons d'édition françaises cèdent aux sirènes de la facilité et s'exposent au déshonneur intellectuel en relayant ces théories², par ailleurs reprises par un quotidien de grande diffusion³, il faut saluer le courage de Tallandier qui, à l'occasion du 90^e anniversaire du coup d'État à l'origine de la guerre d'Espagne, publie le livre coécrit par François Godicheau, Pierre Salmon et Mercedes Yusta.

L'ouvrage est nécessaire parce qu'il n'existait aucune synthèse scientifique récente disponible pour le public francophone sur un sujet qui fit autant couler d'encre que la Seconde Guerre mondiale. On ne pouvait tout au plus se référer qu'à la publication commise par Bartholomé Bennassar en 2006, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, qui ignore les nombreuses analyses innovantes introduites par les *War Studies* – une histoire de la guerre à hauteur d'hommes et de femmes. Le lecteur a ainsi, dans ce nouvel ouvrage, le plaisir de découvrir un champ de recherche actif, nourri de travaux rigoureux fondés sur des fonds d'archives inédits, pour la plupart inconnus en France. Surtout, Bennassar véhiculait une vision manichéenne héritée de l'interprétation franquiste de la guerre, celle de « deux Espagne » vouées inexorablement à se déchirer. L'urgence était donc de *défranquiser* le récit de la guerre d'Espagne.

Défaire la thèse de la guerre civile

À commencer par le titre, et par la chronologie. « Guerre civile » ? On le sait, l'expression s'est imposée dans les années 1960 : elle désignait une lutte fratricide dans la grande famille des Espagnols, un déchirement causé par le caractère latin d'un peuple ataviquement voué à la violence, à moins qu'une « main de fer » ne sache le « tenir » par la force. On comprend que les historiens franquistes aient tiré avantage de cette lecture qui non seulement légitimait la dictature mais de plus, dressait une équivalence létale entre les deux camps opposés. En instillant dans la société espagnole un « tous coupables », le régime se disculpait de ses activités criminelles. On passa alors insensiblement à une « personne responsable » qui faisait de la guerre un OVNI qui se serait abattu sur l'Espagne, sans que les Espagnols y aient participé sinon comme victimes passives. En dépolitisant le conflit, le franquisme déplaçait

² Ainsi le texte d'Isabelle Schmitz, « La guerre civile espagnole », dans Jean-Christophe Buisson, Jean Sevilla, *Les guerres civiles. De la Renaissance à nos jours*, Paris, Perrin, 2026.

³ *Le Figaro Histoire*, numéro spécial *1936-1939. La guerre d'Espagne. Une histoire sans nom*, août 2026.

l'identification de sa cause non pas sur le coup d'État de juillet 1936, mais sur les agissements d'étrangers bolchéviques contre lesquels il fallait bien se défendre.

De plus, l'expression « guerre civile » passait pour pertes et profits l'intervention massive des puissances fascistes sans laquelle la victoire de Franco eût été impossible. Or, nous rappellent utilement les auteurs, il ne fallut que 8 jours – du 17 au 25 juillet 1936 – pour que le conflit s'internationalise et devienne « le point d'orgue de la globalisation des luttes du XXe siècle ». Aussi, de quelle « guerre civile » nous parlait-on ?

De même, l'historiographie franquiste et ses avatars contemporains ont tenté d'imposer une nouvelle chronologie de l'événement. D'un côté, celui-ci aurait commencé dès 1934 – voire dès 1931 – alors que les mineurs des Asturies se soulevaient et que le général Franco brisait la révolte avec la brutalité que la Légion avait coutume de déployer au Maroc. Les désordres de la République allant soi-disant croissant, le coup d'État se trouvait justifié puisque la « guerre civile » avait pour ainsi dire commencé avant la « guerre civile ». Les auteurs prouvent par le menu, une fois encore, que c'est bien le coup d'État de juillet 1936 qui déclenche la guerre et la révolution, et non l'inverse.

Le temps long de la fascisation

À l'autre bout de la chronologie, la guerre prendrait fin avec le « parte de guerra » émis par Franco le 1^{er} avril 1939, mettant un point final à trois ans de conflit. Et pourtant, Franco lui-même ne cessa de répéter alors sur tous les tons que la guerre n'était pas terminée tant que la présence du « rouge » ne serait pas définitivement annihilée. C'est aussi faire peu de cas de la résistance que bien des Espagnols continuèrent à mener, aussi bien depuis la France en 1944 que dans le « maquis », jusqu'en 1953 (de 6 à 8 000 victimes). Mais terminer la guerre en avril 1939, c'est surtout refuser de prendre en considération l'œuvre de répression, voire d'extermination, que le régime mena contre son propre peuple depuis les premiers moments de l'insurrection dans les régions que les rebelles contrôlaient : 80 000 assassinats entre 1936 et 1939, pareillement de 1939 à 1947. La présence obsédante de près de 6 000 fosses communes dans toute la péninsule rappelle combien l'ombre portée de la guerre continue présentement. De quelle « fin de la guerre civile » nous parlait-on ?

On comprend à la lecture de l'ouvrage que la théorie du « désordre républicain » et de la « révolution imminente » fut savamment orchestrée pour déstabiliser le régime démocratique naissant des années 1930 et cristalliser une coalition contre-révolutionnaire au départ hétérogène en lui donnant quelque unité de slogan. L'étude de cette entreprise de destruction systématique du régime démocratique permet de déplacer le questionnement historiographique, non pas sur les « échecs » de la Seconde République qui focalisaient l'attention des historiens de tradition franquiste, mais sur le processus de *fascisation* rapide de la droite espagnole à partir de 1935, phénomène accusé à partir de la victoire du Front populaire en février 1936.

Le concept de *fascisation*, forgé par l'historien Ismael Saz⁴, permet de rendre compte du basculement de la vie politique dans une culture de la violence dont le coup d'État n'est qu'une étape. Encore fallait-il que l'extrême droite parvienne à convaincre la seule force susceptible de renverser le régime légal et légitime : l'armée ou du moins, une partie de celle-ci, qui s'était persuadée qu'elle incarnait la nation et qu'à ce titre, elle avait des droits à intervenir dans le champ politique. À la lumière de cette analyse, Franco cesse d'être le personnage providentiel qui aurait été à la manœuvre dès l'origine du processus : il ne fut qu'un élément relativement périphérique, rallié in extremis au coup d'État. C'est la guerre qui fit Franco et le franquisme et non l'inverse.

La guerre à hauteur d'hommes et de femmes

Autre apport majeur de cet ouvrage, la compréhension du conflit lui-même à l'aune de faits structurels, fort éloignée des considérations habituelles sur les logiques partisans qui auraient affaibli la République. On sort enfin du régime des disputes sans fin que les exilés espagnols entretenirent pendant des décennies à la recherche des causes de la défaite : anarchisme contre communisme, guerre contre révolution, etc. Il apparaît désormais clairement que le coup d'État provoqua un effondrement de l'État républicain qui ouvrit la voie à de nombreuses violences dans l'été 1936 – 50 000 victimes – mais aussi à la mise en place de structures de pouvoir supplétives, portées par les milices et les syndicats, pas nécessairement inspirées par des objectifs révolutionnaires. Le processus de reconstruction de l'État républicain fut relativement précoce, dès l'automne 1936, mais ne put combler le retard accumulé face au processus

⁴ Ismael Saz Campos, *España contra España. Los nacionalismos franquistas*, Madrid, Marcial Pons, 2003.

concurrent de construction de l'État franquiste, fondé sur la centralisation absolue du pouvoir militaire et l'élimination systématique des oppositions avec le soutien actif de la garde civile, de l'Église et des classes possédantes. En somme, l'intégration des populations soumises au joug franquiste, obtenue sous la contrainte, fut plus complète, ce qui ne signifie pas que l'adhésion aux valeurs du nouveau régime aient été unanimement partagée.

Troisième apport de l'ouvrage : il met en évidence la dimension internationale du conflit en jetant un regard nouveau sur la question mille fois rabâchée de la non-intervention. Les aides militaires fascistes et conservatrices – environ 190 000 hommes – dépassèrent largement celles à la République malgré ce que laisse entendre le mythe des Brigades internationales ou celui d'une solidarité soviétique infaillible et continue. En revanche, les solidarités culturelles et intellectuelles envers la République ne faillirent pas, jusqu'à figurer encore aujourd'hui la matrice d'un engagement démocratique transnational. Solidarités des mots, mais aussi des actes lorsqu'il fallut organiser l'accueil des enfants espagnols, animer des circuits humanitaires d'aide aux populations civiles, passer clandestinement des armes, etc. Un savoir-faire dont la Résistance française put se prévaloir dès 1940.

Enfin, l'ouvrage adopte les perspectives renouvelées d'une histoire de la guerre qui n'est ni une histoire de batailles ni une histoire de partis et de gouvernants. On découvre ainsi ce que signifia la guerre pour un soldat du rang sur le front d'Andalousie, pour une famille de réfugiés à Barcelone, pour une femme engagée dans les milices, pour un enfant évacué au Pays basque, pour un catholique salamantin. À cet égard, l'analyse en termes de genre apporte des éclairages très originaux sur ce qu'on croyait une guerre d'hommes. C'est cette histoire au ras du sol, « à hauteur d'hommes et de femmes » qu'il s'agira de développer dans le futur.

Encombré de débats moraux et de considérations politiques ayant partie liée à la seule vie politique, le récit de la guerre d'Espagne est trop souvent l'objet de jugements partisans qui ne rendent pas justice au travail des historiens aux archives et aux synthèses qu'ils réalisent. Il s'agit de faire la part entre ce qui relève de l'opinion journalistique et de ce qui relève de la connaissance historique et des interprétations toujours bornées et validées par le débat scientifique. La tâche est d'autant plus ardue que la pérennité du régime, près de 40 ans durant, a permis la fabrique d'un épais voile de mystifications qui a fini par rendre illisible l'événement de la guerre. Aussi,

« défranchiser » l'histoire de la guerre d'Espagne est devenu un impératif. Parions que dans cette entreprise, cet ouvrage fera date.

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 octobre 2026.